



Un projet financé par:



# IMPACT DE LA COVID-19

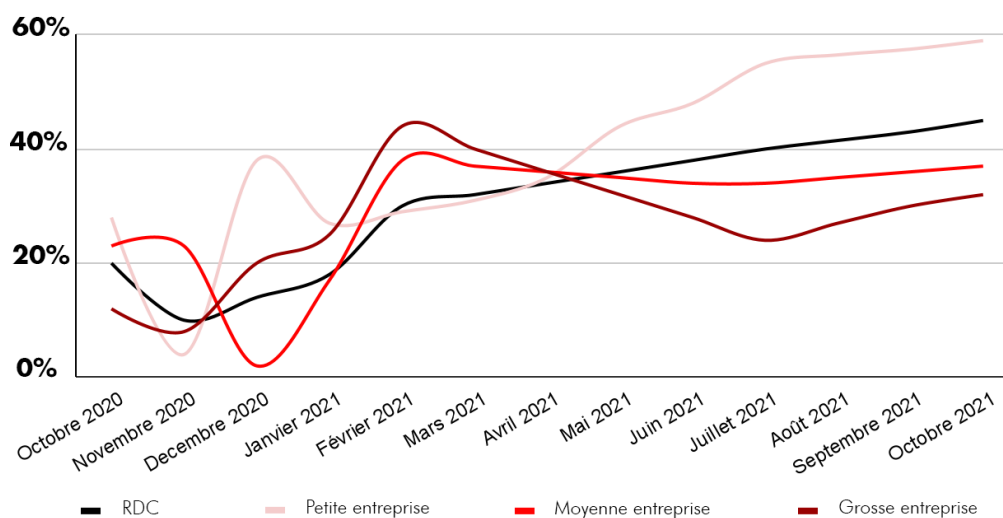
## – ITÉRATION 10 DE L'ENQUÊTE

### INCERTITUDE PROLONGÉE, SCEPTICISME PERSISTANT : LES IMPACTS DE LA TROISIÈME VAGUE DE LA COVID-19

Malgré la levée de nombreuses restrictions nationales et la baisse progressive de nouveaux cas de la troisième vague, la pandémie de COVID-19 a toujours un impact significatif sur l'économie de la République Démocratique du Congo (RDC). Notre enquête auprès de 232 entreprises en RDC, menée par intervalles

depuis mai 2020, souligne que la situation des entreprises dans le pays est à son pire niveau depuis le début de la pandémie. Près de la moitié de toutes les entreprises interrogées ont déclaré que la situation s'est aggravée depuis juillet 2021, et ce sentiment a doublé en un an (voir la figure 1).

Figure 1: Entreprises qui estiment que la situation s'est aggravée



Devant cette situation, l'incertitude des chefs d'entreprise est grandissante et il y a peu de signes de reprise. Quatre chefs d'entreprise sur cinq n'ont pas été en mesure de mettre en évidence les principaux moteurs de croissance pour leur organisation ou pour l'économie de la RDC à moyen et long termes. Cette incertitude s'accompagne d'un scepticisme dans tous

les secteurs d'activités. Près de la moitié des chefs d'entreprise (42 %) sont incertains quant à leurs perspectives de croissance et moins d'un dixième (9 %) sont convaincus que les perspectives de croissance de leur entreprise sont bonnes à moyen terme.

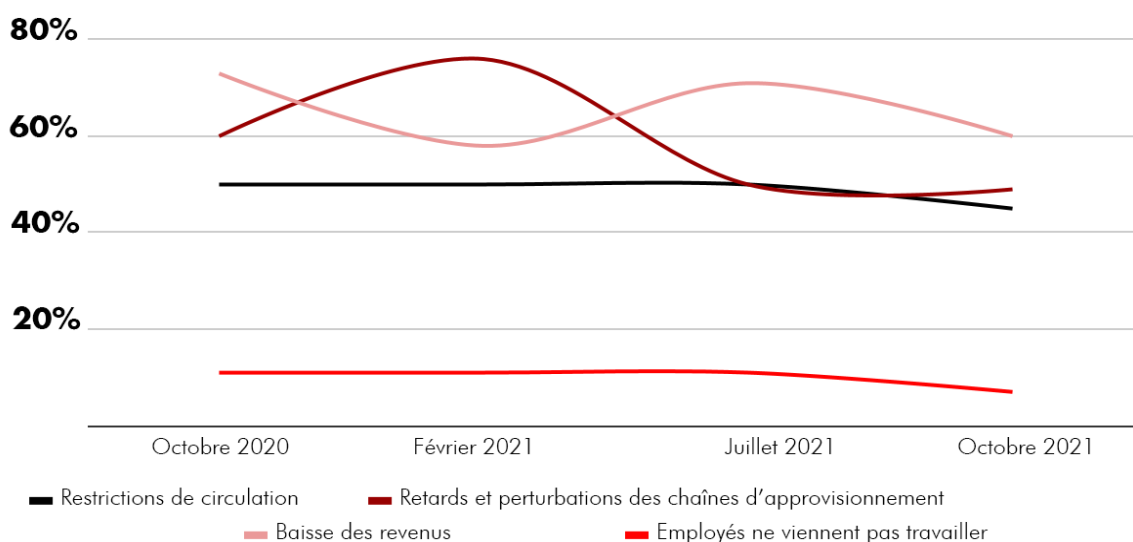
## PAS DE NOUVELLES, MAUVAISES NOUVELLES : LES FACTEURS PERSISTANTS DE LA CRISE

**Les facteurs débouchant sur l'impact négatif de la Covid-19 en RDC sont restés largement constants au cours de l'année écoulée.**

Le principal facteur à l'origine de cet impact négatif reste la baisse des ventes et du chiffre d'affaires des entreprises (voir la figure 2). Près de deux tiers des entreprises interrogées (60 %) ont signalé une baisse importante de leurs revenus en octobre 2021, une proportion quasi-identique à celle d'octobre 2020. Plus frappant encore, deux fois plus de Petites et Moyennes Entreprises (PME) déclarent une baisse de

leurs revenus en octobre 2021 comparées aux grandes entreprises. En particulier, les secteurs industriel et agricole sont les plus touchés avec deux-tiers des chefs d'entreprises soulignant cet impact. Les ruptures d'approvisionnement en intrant et les perturbations de transports et mouvements au niveau national sont les principales causes expliquant cet impact, d'après plus de la moitié des chefs d'entreprises de ces secteurs.

Figure 2: Perturbations liées a la COVID déclarées par les entreprises en RDC

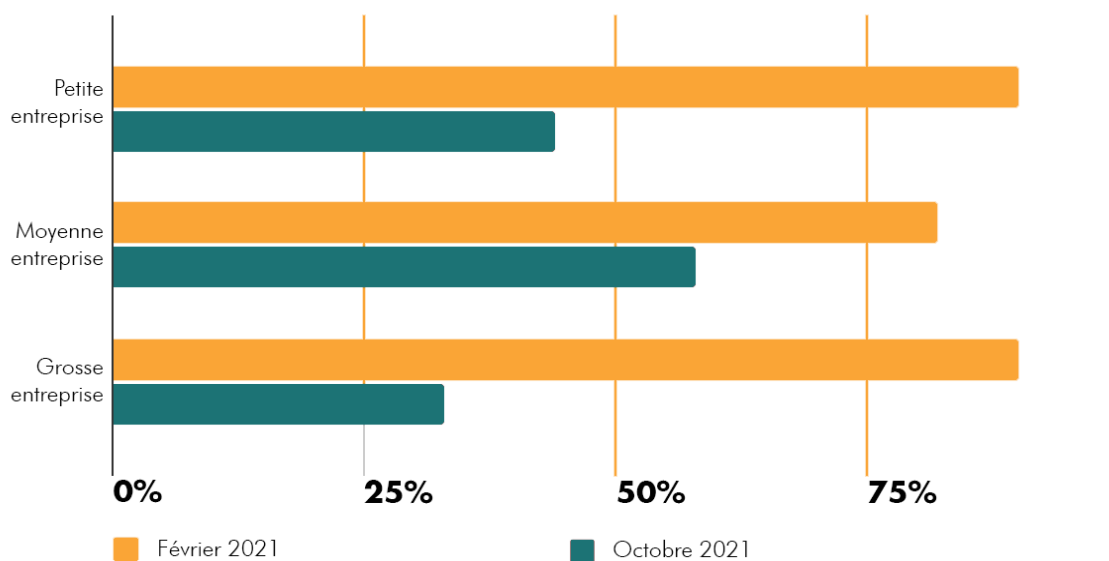


La détérioration et les perturbations des chaînes d'approvisionnement continuent d'avoir un impact négatif sur la moitié des entreprises interrogées, mais une légère reprise est constatable. En 2020, le Gouvernement de la RDC a mis en œuvre un vaste éventail de mesures destinées à atténuer les impacts de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement, telles que la garantie d'un approvisionnement continu en nourriture et en produits de première nécessité pour

les villes ainsi que des mesures fiscales, monétaires, de taux de change et celles liées au secteur financier<sup>1</sup>. Un an après la mise en œuvre de ces mesures, la proportion d'entreprises signalant des perturbations a diminué de moitié. Alors que 90 % des petites entreprises ont déclarées les perturbations de la chaîne d'approvisionnement comme leur principal défi en février 2021, seules deux sur cinq ont fait écho à ce sentiment en octobre 2021 (voir la figure 3).

1 KPMG, Democratic Republic of Congo: Government measures in response to Covid-19. 2021. <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/drc-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>

**Figure 3: Entreprises subissant des retards et des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées a la COVID-19**



## LE GRAND ÉCART : UN IMPACT INÉGAL

### L'incertitude sur l'avenir dans laquelle la pandémie a plongé les entreprises perdure.

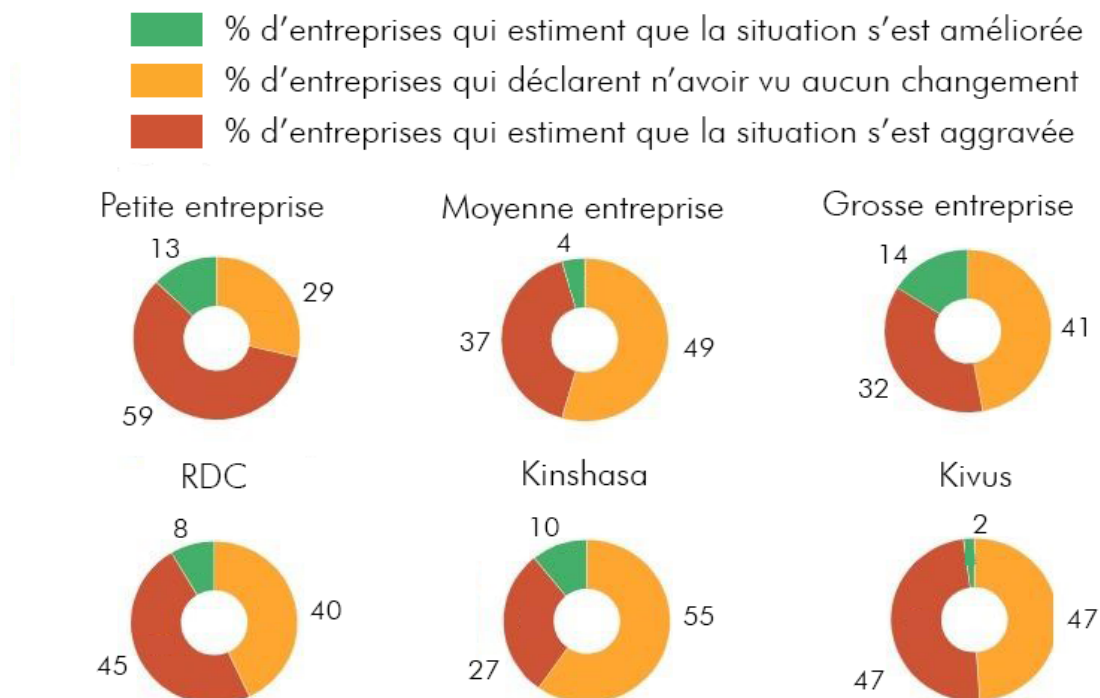
Alors que l'incertitude déclenchée par la pandémie est ressentie dans tout le pays, les petites entreprises et celles basées en dehors de Kinshasa sont les plus touchées. Plus de la moitié des petites et moyennes entreprises ont déclaré que l'impact de la troisième vague est le pire à ce jour, contre 30 % des grandes entreprises (voir la figure 4). Les petites entreprises sont particulièrement touchées : 58% d'entre elles déclarent une perte de chiffre d'affaires contre 33% des grandes entreprises. De même, alors que 56% des petites entreprises sont toujours confrontées à l'impact des restrictions nationales et internationales, aucune grande entreprise n'a déclaré la même chose.

Les inégalités se manifestent également au niveau régional. En effet, les entreprises de Kinshasa perçoivent que la situation s'est largement stabilisée : plus de la moitié des entreprises ayant leur siège dans la capitale

n'ont perçu aucun changement depuis la précédente itération de l'enquête. En revanche, presque la même proportion (47 %) d'entreprises dans les Kivus déclarent être dans une situation pire que celle de juillet liée à la pandémie de Covid-19 (voir la figure 4). A l'impact du Covid-19 s'ajoute un contexte instable dans la région des Kivus. Suite à l'éruption du Volcan Nyiragongo en Mai 2021, des perturbations ont été enregistrées en Octobre 2021<sup>1</sup>. De même, le Parlement de la RDC et le président, Félix Tshisekedi, ont approuvé la neuvième prolongation de l'état de siège au Nord-Kivu et Ituri dans le cadre d'une lutte ciblée par le gouvernement congolais contre les milices présentes en particulier les Forces démocratiques alliées affiliées à l'État islamique. Les efforts de soutien et d'atténuation doivent être dirigés vers les entreprises qui ont du mal à se redresser.

<sup>1</sup> MIROVA (Middle InfraRed Observatory of Volcanic Activity), Nyiragongo: Perturbations (Novembre 2020 – Octobre 2021): [https://www.mirovaweb.it/?action=volcanoDetails&volcano\\_id=223030](https://www.mirovaweb.it/?action=volcanoDetails&volcano_id=223030)

Figure 4: Perceptions des entreprises sur l'impact de la pandémie par rapport à juin 2021



## ENTRETIEN

ARACELI IRURZUN (ANALYSTE, ECONOMIST IMPACT) S'EST ENTRETENUE AVEC BERRY NUMBI, DIRECTEUR GÉNÉRAL AU CENTRE D'INNOVATION DE LUBUMBASHI, SUR LES EFFETS DE LA TROISIÈME VAGUE DE COVID19- SUR LES START-UPS DE LUBUMBASHI ET EN RDC.

**Comment cette troisième vague de COVID-19 a-t-elle impacté le Centre d'Innovation de Lubumbashi (CINOLU)?**

**Berry Numbi :** La troisième vague a mis à rude épreuve la capacité de continuité de nos services notamment les services en ligne telles que les formations et l'accompagnement dû à une fatigue générale en matière de consommation des services en ligne. Nous avons dû recentrer nos activités sur la recherche pour comprendre le problème à la base et pouvoir nous adapter. Le facteur le plus crucial qui nous a impacté se centre sur l'incapacité, dû aux restrictions de distanciation sociale, de mobiliser des masses suffisantes pour nos masters class, ateliers et évènements qui sont une source clé de financement et permettent de mobiliser nos sponsors et partenaires.

**La grande majorité des entreprises en RDC ont traversé la tempête de Covid-19 sans financement ou soutien gouvernemental. Comment est-ce que CINOLU les a soutenues ?**

Mobiliser les moyens et les compétences adéquates pour intégrer le numérique dans leur opérations : cela reste coûteux. Nous avons fourni des formations et des ateliers gratuits sur les outils en ligne et l'utilisation des réseaux comme moteur de communication via des programmes financés par des partenaires. Le renforcement de capacités et l'analyse des risques Covid-19 est resté un autre axe clé de ces sessions de

formation.

**L'objectif du CINOLU est d' « institutionnaliser la compétitivité ». Quelles sont les principales initiatives entreprises pour accomplir cette compétitivité dans un monde post-Covid ?**

CINOLU a développé un cadre légal et réglementaire, à travers l'initiative « DRC startup-act », établi un plaidoyer pour l'implémentation d'un cadre de soutien notamment via une labellisation et misé sur des exonérations spécifiques en matière fiscale et accès aux ressources clés telles qu'Internet. Nos programmes se sont aussi inscrits dans un processus de benchmarking et harmonisation avec des programmes et acteurs panafricains, afin de s'assurer un développement régional bénéficiant la compétitivité de tous les acteurs clés de façons similaire.

**Avec une perspective de reprise en 2022, quels conseils à donner aux entreprises en RDC pour s'assurer qu'elles sortent plus fortes de cette crise?**

Un fond de résilience doit être mis de côté pour faire face aux secousses surprises telles que le Covid-19 et assurer une adaptation rapide via un changement flexible des modèles d'affaires. Miser sur les technologies reste un atout clé dans ce sens par exemple.

## UN SECTEUR PRIVÉ LAISSÉ À LUI MÊME

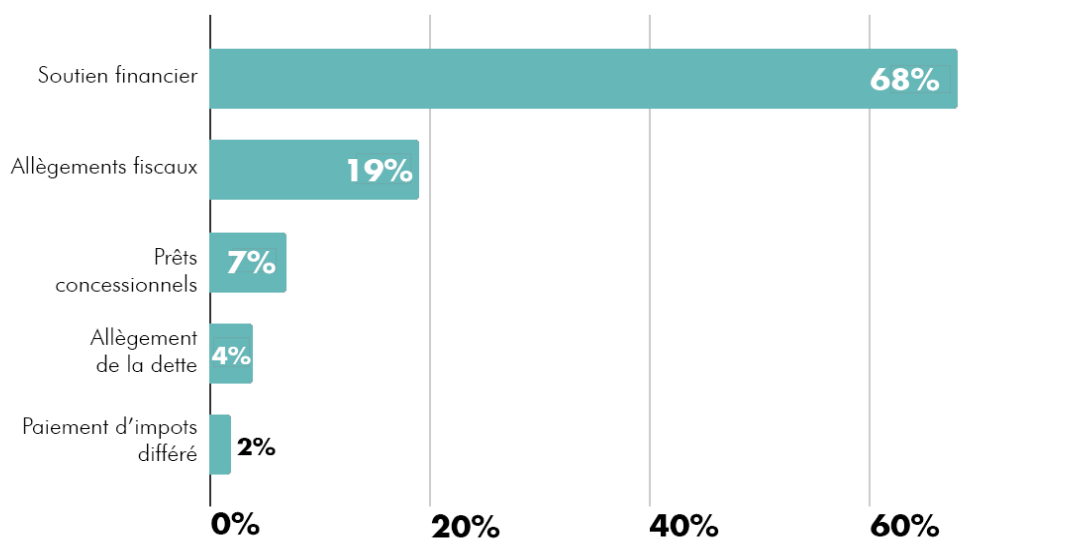
La grande majorité des entreprises en RDC ont traversé la tempête de Covid-19 sans aucun financement ou soutien gouvernemental direct. Tous les chefs d'entreprise interrogés déclarent n'avoir pas reçu un soutien du Gouvernement au cours de l'année écoulée, en grand contraste avec le 3% des chefs d'entreprise interrogés qui ont déclaré n'avoir besoin d'aucun soutien du Gouvernement.

Depuis la suspension de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits de première nécessité entre avril et juillet 2020 et l'exonération des droits et taxes sur les médicaments et matériels pharmaceutiques pour une période de 6 mois (juin - décembre 2020), aucune autre mesure supplémentaire d'allègement de la pression sur les entreprises n'a été mise en place. De plus, même dans cette période, un chef d'entreprise sur cinq ayant demandé un soutien gouvernemental

n'a pas pu accéder aux fonds, pris dans des goulots d'étranglement bureaucratiques (procédure toujours en cours ou demande refusée).

Les trois cinquièmes (60%) de tous les chefs d'entreprise interrogés ont identifié l'accès aux subventions et aides gouvernementales comme le principal moteur de croissance et près de 70% des entreprises ont déclaré être intéressées à accéder à un soutien financier (voir la figure 5). Les données recueillies dans l'enquête suggèrent que les chefs d'entreprise souhaitent accéder à un éventail de mesures de soutien du Gouvernement et des agences connexes, y compris des allègements fiscaux - une mesure déjà mise en œuvre en 2020 - et un soutien financier du Gouvernement (voir la figure 5).

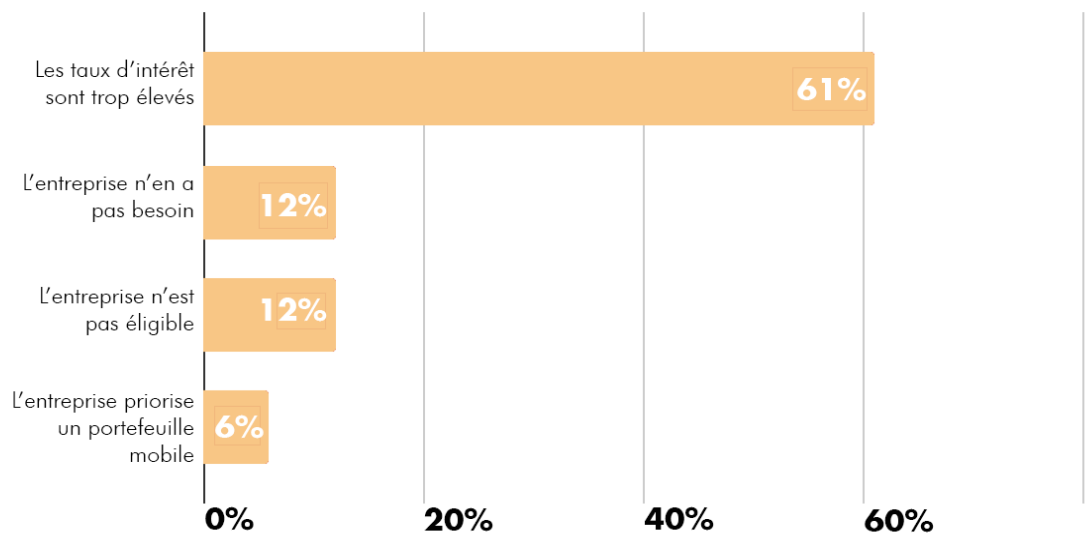
Figure 5: Pourcentage d'entreprises intéressées par des mesures gouvernementales de soutien



En l'absence de soutien du gouvernement, l'aide des entreprises donatrices et des institutions financières est particulièrement indispensable pour relancer les activités des entreprises. Cependant, même dans le secteur financier, des lacunes subsistent. Les entreprises en RDC ont un niveau d'inclusion financière relativement faible : 78% des chefs d'entreprise

interrogés déclarent ne pas avoir accès au crédit ou prêts des institutions financières. Alors qu'au sein du secteur commercial le progrès est palpable, plus des trois quarts des entreprises agricoles et de fabrication interrogées déclarent qu'elles n'ont toujours pas accès au crédit ou aux prêts des institutions financières.

**Figure 6: Obstacles à l'obtention de crédit ou de prêt auprès d'une institution financière**



Les institutions financières ont historiquement des taux d'intérêt qui restent trop élevés pour la plupart des chefs d'entreprise. Plus de 60% des chefs d'entreprise interrogés considèrent les taux d'intérêt élevés comme le principal obstacle à l'accès au crédit. Alors que la numérisation transforme le secteur financier, comme en témoigne l'itération précédente de cette enquête

où 60 % des chefs d'entreprise ont déclaré utiliser un portefeuille mobile<sup>1</sup>, seules 6 % des entreprises en ont fait leur principal outil financier (voir la figure 6), soulignant la nécessité promouvoir l'accès aux services financiers pour assurer des niveaux plus élevés d'accès au crédit.

<sup>1</sup> FEC-FPM-EIU, Impact de la Covid-19 – Itération 9, Aout 2021 : [https://rdccovidbusinesssurvey.com/Iteration\\_9\\_August%202021.pdf](https://rdccovidbusinesssurvey.com/Iteration_9_August%202021.pdf)

## ENTRETIEN

ARACELI IRURZUN A DEMANDÉ À DAVID MUHIMA MUDILO, PARTENAIRE DIRECTEUR DE KONNECT SAS, SOCIÉTÉ D'INCUBATION D'ENTREPRISES BASÉE À KINSHASA, DE RÉFLÉCHIR SUR LES DONNÉES RECUEILLIES DANS L'ENQUÊTE ET LES LEÇONS TIRÉES DE LA COVID19- AFIN D'ASSURER QUE LES ENTREPRISES SORTENT PLUS FORTES DE CETTE SECOUSSE.

### **Comment Konnect SAS a ressenti cette troisième vague de Covid-19?**

**David Muhima:** Au début de la pandémie, on avait l'impression que la Covid-19 n'allait avoir que des impacts négatifs sur les entreprises en RDC, mais nous avons eu énormément de hauts et de bas. Nous travaillons sur l'accompagnement des jeunes entrepreneurs et l'évaluation d'activités de développement et au départ beaucoup de nos partenaires ne comprenaient pas comment réagir vis-à-vis de la Covid-19: il y a eu un temps long d'adaptation. Quand les gens ont compris que les changements étaient pour le long terme, les partenaires ont eu recourt à des structures souvent nationales et nos portefeuilles de partenaires a augmenté.

### **Vous mentionnez la capacité d'adaptation des entreprises en RDC. Comment s'adapter à un monde post-Covid?**

Le digital est un outil clé, sur lequel nous nous centrons en particulier dans des secteurs traditionnels comme le secteur agricole. L'apport du digital permet notamment aux petits producteurs agricoles d'être mis en relation avec les coopératives agricoles afin de faciliter les achats internationaux malgré les restrictions nationales qui ont limité les transactions physiques en cash. De même, les entreprises de distributions de biens ont su capitaliser sur les options d'achat et distribution digitales et éviter de nombreux intermédiaires. L'éducation et la

sensibilisation sur les outils digitaux sont essentielles dans un monde post-Covid.

### **Comment s'assurer que l'adaptation digitale touche aussi bien au milieu urbain qu'au milieu rural?**

Les outils digitaux sont variés, ainsi il faut entreprendre une approche différenciée et adaptable. Si bien en milieu rural les outils digitaux 'smart' ou 'web' n'ont pas la même capacité de prolifération qu'en niveau urbain, d'autres types d'outils - comme les SMS, les applications USSD - peuvent très bien marcher. Il faut développer une plus grande offre d'outils qui correspondent à chaque environnement.

### **Avec des perspectives de reprise en 2022, quel conseil pour que les entreprises en RDC sortent plus fortes de cette crise ?**

La RDC a toujours démontré une grande capacité de résilience. Il faut trouver des solutions innovantes et ne pas tout simplement subir le Covid. La FEC, les agences gouvernementales devrait penser à la création d'un mécanisme de résilience pour que le pays continue à développer celle-ci. La Covid nous a appris quelque chose: nous devons apprendre à croire en nous et compter sur nous-mêmes en tant que nation et communauté.



## Rôle du secteur privé pour assurer le retour à la vie normale à travers la vaccination contre la Covid-19

Le programme de vaccination de la RDC a été suspendu le 10 juillet, après épuisement des stocks de vaccins dans le pays. La campagne de vaccination contre la Covid-19 a repris, quelques jours plus tard, après que le gouvernement ait réceptionné d'autres doses de vaccins. A ce jour, quatre types de vaccins sont disponibles et administrés dans le pays : AstraZeneca, Moderna, Pfizer et Sinovac. Le vaccin Johnson & Johnson reste attendu. A cause de la réticence de la population pour se faire vacciner, la pandémie restera un frein à la croissance économique, car le pays présente un risque élevé de faire face à des vagues de résurgence du virus. Une nouvelle apparition de la maladie à virus Ebola dans la Zone de Santé de Beni au Nord Kivu depuis le 08 octobre a été déclarée par les autorités du pays.

Pour faciliter la reprise des activités économiques, le secteur privé a un rôle important à jouer notamment en assurant ou facilitant les activités de vaccination contre la Covid-19 au sein des entreprises et auprès de leurs clientèles.

Le secteur privé est appelé à appuyer le programme de vaccination contre la Covid-19 que le Programme Élargi de Vaccination (PEV) coordonne afin de protéger les employés et assurer la reprise à la vie normale. Cette contribution peut se faire, en collaboration avec le PEV et ses partenaires internationaux et locaux (OMS, UNICEF, GAVI, Banque Mondiale, USAID/MOMENTUM, etc.), sous différentes formes :

- Pré-enregistrement : aider à préenregistrer les employés et les clients intéressés à recevoir le vaccin et partager leurs coordonnées avec le PEV pour le suivi (<https://pevrdcongo.cd/vaccination-covid19/>).
- Organiser les sites de vaccination mobile : faciliter la vaccination des travailleurs et/ou des membres de leurs familles en mettant en place un site de vaccination mobile au sein de l'entreprise.
- Travailler avec les chefs et cadres des entreprises pour assurer la visibilité et communiquer sur l'importance de la vaccination contre la Covid-19 : disposer des volontaires (« Relais communautaires ») au sein des entreprises, utiliser les médias sociaux et les communications internes pour diffuser les messages sur l'importance de la vaccination et les images des personnes qui ont reçu le vaccin.
- Réduire les barrières dans le milieu du travail : Donner la permission aux employés de se faire vacciner et de faire vacciner leurs familles pendant les heures de service.
- Assurer la disponibilité des informations : donner l'accès aux informations concernant la sécurité et l'efficacité des vaccins contre la Covid-19 au sein des entreprises.
- Rendre les progrès visibles : Tenir les parties prenantes informées des progrès à l'échelle de l'entreprise. Partager les données ou pourcentage de employés qui se sont fait vaccinés et encourager ceux qui ne l'ont pas encore fait de le faire.
- Utiliser des incitations : Identifier et féliciter des champions de la vaccination au sein des entreprises, organiser des concours ou d'autres incitations positives pour encourager la vaccination en milieu d'entreprise.
- Bénévolat/dons : Fournir des services gratuits pour soutenir les efforts nationaux de vaccination. Développer des partenariats entre les entreprises et le PEV dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Pour rejoindre le réseau des entreprises qui travaille avec le PEV : [www.pevrdcongo.cd](http://www.pevrdcongo.cd)

## MISES À JOUR MACRO-ÉCONOMIQUES<sup>1</sup>

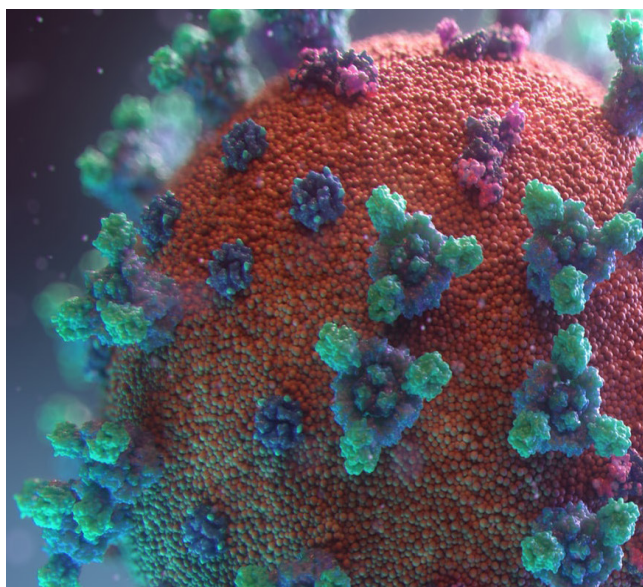
- Les équilibres macroéconomiques internes, bien que précaires, se consolident grâce notamment au pacte de stabilité, à l'appui du FMI avec la mise à disposition du Gouvernement de Facilité Elargie de Crédit et aux efforts de mobilisation des recettes publiques.
- La recherche des partenaires multi et bilatéraux et la signature des contrats de coopération économique. En marge du Forum Business Africa, tenu à Dubaï du 13 au 14 octobre, la RDC a bénéficié des Emirats Arabes Unis, d'un investissement de 1 milliard USD avec la possibilité d'octroi d'un milliard supplémentaire.
- La production minérale augmentera rapidement à la fin de 2021 et au début de 2022 dans un contexte d'augmentation plus ferme des prix et de la demande mondiale. Une croissance minière soutenue augmentera légèrement la capacité de dépenses du Gouvernement, soutenant indirectement l'activité économique. Une production de 400 000 tonnes de cuivre est attendue en 2022 pour le projet KAMOA-KALULA, qui deviendra la deuxième plus grande mine de cuivre au monde.
- Le 30 septembre, le Parlement a adopté pour la neuvième fois consécutive, la prolongation de l'état de siège dans les régions de l'Est (Nord Kivu et Ituri) en proie aux conflits armés. L'insécurité et l'instabilité politique dans les provinces agitées ainsi que les troubles liés au processus électoral persisteront en 2022-2023.
- Le 25 septembre, les Ministres angolais et congolais en charge des Hydrocarbures ont signé un nouveau protocole d'accord, définissant une feuille de route pour une éventuelle exploration et exploitation pétrolière offshore conjointe dans une zone d'intérêt commun partagée par les deux pays.

	2019 (a)	2020 (a)	2021 (b)	2022 (b)
Croissance du PIB Consulté le 15 Octobre 2021	4.4	0.8	3.2	4.2
Inflation des prix de la consommation Consulté le 15 Octobre 2021	4.6	14.6	10.1	6.0

(a) Actuel

(b) Prévisions de l'Economist Intelligence Unit

<sup>1</sup> Economist Intelligence Unit, Country report: Congo (Democratic Republic): [http://country.eiu.com/FileHandler.ashx?issue\\_id=361275619&mode=pdf](http://country.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=361275619&mode=pdf) [generated on October 14th 2021]



Ce programme de recherche est soutenu par le FPM, Fond pour l'inclusion financière et par la Fédération des Entreprises du Congo (FEC).

Écrit par:

**ECONOMIST  
IMPACT**